



Le 10 juillet 1991

N° 162

LES MINISTRES WILSON ET MAYER
APPUIENT LA DEMANDE DU GROUPE DE CAIRNS
POUR UNE RÉFORME DU COMMERCE
DES PRODUITS AGRICOLES

Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, l'honorable Michael H. Wilson, et le ministre d'État aux Céréales et Oléagineux, M. Charles Mayer, ont déclaré aujourd'hui être entièrement d'accord avec le «message opportun, catégorique, et important» envoyé par le Groupe de Cairns à l'occasion de sa réunion portant sur la réforme du commerce des produits agricoles, tenue à Manaus, au Brésil, et qui a pris fin hier (le texte intégral de la Déclaration du groupe figure en annexe).

Le Canada, qui est l'un des 14 membres du Groupe de Cairns des exporteurs agricoles, souscrit tout à fait aux trois principaux points qui ressortent de la réunion :

- que l'on aplanisse considérablement cet été les principales divergences sur les moyens concrets de parvenir à une réforme du commerce des produits agricoles, si l'on veut clore avec succès l'Uruguay Round d'ici la fin de l'année;
- que le Sommet économique du Groupe des Sept, qui doit se dérouler à Londres du 15 au 17 juillet, soit l'occasion d'un message clair traduisant la volonté politique de prendre les difficiles décisions qui permettront de créer un milieu plus juste et plus ouvert pour le commerce mondial des produits agricoles; et
- que les membres du Groupe de Cairns sont prêts à faire preuve de souplesse dans les négociations sur le commerce des produits agricoles, ainsi que dans les autres grands secteurs où rien n'a encore été réglé.

M. Mayer, qui dirigeait la délégation canadienne, a souligné que le résultat final devra être un ensemble de mesures adéquates et équilibrées. Cet ensemble devra comporter des engagements importants de réduction concernant les subventions à

l'exportation de produits agricoles, les barrières commerciales et les mesures de soutien internes qui faussent les échanges. De plus, le commerce des produits agricoles devra être assujéti à des règles et des disciplines du GATT renforcées.

Quant à M. Wilson, il a déclaré que le Canada, seul pays du Groupe de Cairns à être aussi membre du Groupe des Sept, transmettra le message du Groupe aux chefs de gouvernement réunis à Londres. «Il faut faire comprendre aux principaux participants que le temps presse pour eux de faire preuve du leadership politique nécessaire dans ce secteur, si l'on veut que les négociations du GATT débouchent sur un accord important et équilibré plus tard cette année», a ajouté le Ministre.

-30-

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
(613) 995-1874

ou :

Darrell Pack
Cabinet du ministre d'État
(Céréales et Oléagineux)
(613) 954-1356

DÉCLARATION

RÉUNION DES MINISTRES DU GROUPE DE CAIRNS*

MANAUS (BRÉSIL), LE 9 JUILLET 1991

1. Les ministres du Groupe de Cairns ont fait part aujourd'hui de leur profonde préoccupation devant l'absence d'engagement politique sérieux dans les négociations de l'Uruguay Round sur l'agriculture. Ils ont souligné de nouveau la déception que leur a causée l'échec, en décembre 1990, de la rencontre ministérielle de Bruxelles qui devait mener l'Uruguay Round à sa conclusion.

2. Les ministres du Groupe de Cairns ont engagé les dirigeants des principaux pays industrialisés à faire preuve de leadership, à l'occasion de leur prochain Sommet, qui se tiendra à Londres, en prenant sans hésitation les décisions politiques nécessaires à une réforme fondamentale du système mondial de production et de commerce dans le domaine agricole.

3. Depuis la conférence de Bruxelles, les tensions entre les principaux exportateurs de produits agricoles ne cessent de s'intensifier, surtout à cause du recours effréné aux subventions à l'exportation. Il faut procéder de toute urgence à une réforme en raison des préjudices constants causés aux intérêts des pays du Groupe de Cairns par l'incapacité du système multilatéral de s'attaquer à l'effet de distorsion des échanges provoqué par les subventions agricoles. Les ministres ont indiqué que, malgré les promesses répétées d'une réduction des subventions, la somme totale versée au secteur agricole au moyen de paiements directs et de transferts aux consommateurs dans les pays de l'OCDE a augmenté de 12 % en 1990, pour atteindre 299 milliards de dollars US.

4. Les ministres ont noté qu'après l'échec de Bruxelles, les travaux ont repris à Genève en février dernier. Ils se sont réjouis de l'objectif commun consistant à obtenir des engagements contraignants et précis pour la réduction des subventions intérieures ayant un effet de distorsion sur le commerce, des obstacles à l'accès aux marchés et des subventions à l'exportation. Les autres travaux menés depuis ont été utiles et devraient aider à la négociation d'engagements concernant la réforme.

* Les ministres et représentants des pays membres du Groupe de Cairns (soit l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Thaïlande et l'Uruguay) se sont réunis à Manaus, au Brésil, les 8 et 9 juillet 1991. Une délégation de la République de Pologne ayant statut d'observateur a participé à la réunion. Un observateur des États-Unis a assisté aux séances publiques.

5. Les ministres ont pris note de l'énonciation complète des options de négociation dans le document que le directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel, a établi récemment en sa qualité de président des négociations sur l'agriculture. S'ils se sont réjouis de ce que M. Dunkel se soit efforcé avant tout de susciter un consensus sur les instruments à utiliser pour réduire les mesures de soutien et de protection, les ministres se sont dits inquiets de voir que beaucoup d'autres questions politiques importantes restaient encore à régler avant même que l'on puisse déterminer la structure d'un accord. Ils ont donc jugé essentiel de faire passer les négociations à la prochaine grande étape, où des décisions pourraient être prises sur un cadre commun - prévoyant des méthodes transparentes - dans lequel négocier des réductions substantielles et progressives des mesures de soutien et de protection agricoles. Il n'est plus possible d'attendre encore une fois à la dernière minute pour prendre ces décisions.

6. Les ministres ont dit craindre que, si des négociations sur le fond ne sont pas engagées sans délai, il ne sera pas possible de conclure l'Uruguay Round. L'expérience de 1990 a montré qu'il est simplement irréaliste et contraire au but recherché de s'attendre à ce que des négociations complexes sur l'agriculture soient menées à bien en quelques semaines à seule fin d'amener les pays concernés à s'engager à conclure un accord définitif sur d'autres aspects importants de l'Uruguay Round. Dans ces circonstances, les dirigeants du Sommet doivent charger leurs négociateurs de prendre les décisions préliminaires nécessaires assez tôt pour qu'il soit possible de mener à terme l'Uruguay Round.

7. Par conséquent, les ministres du Groupe de Cairns ont pressé les chefs de gouvernement réunis au Sommet de donner de nouvelles instructions à leurs négociateurs et de s'engager personnellement à suivre la situation et à intervenir, si nécessaire, pour imprimer et maintenir cet élan essentiel au succès des négociations. L'heure n'est plus à l'étalage de bonnes intentions, qui, malheureusement, n'ont pas été mises en pratique jusqu'ici. Il presse de traduire les paroles en actes et de donner un sens aux engagements pris par les gouvernements à l'égard des objectifs établis lors du lancement de l'Uruguay Round, à Punta del Este, en 1986, tels qu'ils sont énoncés dans l'Examen à mi-parcours, soit «établir un système commercial juste et axé sur le marché»; procéder à des «réductions progressives et substantielles des mesures de soutien et de protection»; établir «des règles et disciplines du GATT plus fermes et plus efficaces». La réalisation de ces objectifs dépendait avant tout de la volonté politique des dirigeants des pays membres du Groupe des Sept de libéraliser le commerce.

8. Les ministres du Groupe de Cairns ont souligné qu'ils demeurent prêts à contribuer à l'avancement du processus de négociation dans tous les aspects de l'Uruguay Round. Pour ce qui est de l'agriculture, ils demeurent prêts à négocier en faisant preuve de souplesse, comme par le passé, et ils appuieront les efforts visant la conclusion d'un accord le plus tôt possible, pourvu que cet accord soit complet, en ce qui concerne les produits visés, et équitable. Le Groupe de Cairns cherche d'abord à obtenir un engagement irréversible en faveur d'une modification fondamentale des politiques touchant le commerce des produits agricoles, ce qui ouvrirait la voie à l'assujettissement de l'agriculture aux règles et disciplines générales du GATT.

9. De l'avis des ministres du Groupe de Cairns, un arrangement global sur l'agriculture doit comprendre les éléments suivants :

- l'élaboration de méthodes entièrement nouvelles concernant la protection aux frontières et l'élimination des exceptions accordées à certains pays, par une tarification claire accompagnée d'engagements à réduire sensiblement les droits de douane et mécanismes équivalents, ainsi qu'à améliorer l'accès aux marchés. La tarification doit établir des niveaux de protection équivalents - tout accroissement de la protection aux frontières, par exemple par un rééquilibrage, serait tout à fait inacceptable;
- des réductions annuelles importantes des programmes de subventions intérieures qui ont un effet de distorsion sur le commerce et la production;
- des réductions annuelles importantes des subventions à l'exportation, en vue de leur élimination à long terme, et le renforcement des disciplines provisoires - afin d'empêcher le contournement des engagements, surtout en ce qui concerne l'aide alimentaire et les ventes à des conditions de faveur; de fournir des recours efficaces contre les effets néfastes des subventions qui restent; d'interdire l'extension des subventions à l'exportation à de nouveaux produits ou marchés; d'interdire des pratiques comme le choix d'objectifs;
- des disciplines sur les mesures sanitaires et phytosanitaires qui permettent d'éviter le maintien de barrières injustifiées.

10. En outre, l'arrangement global doit tenir dûment compte de la position des pays en développement qui demandent, d'une part, l'accélération de la réduction des obstacles à l'accès aux marchés pour les produits qu'ils exportent, et, d'autre part, l'échelonnement, sur une longue période, des réductions de leurs propres obstacles à l'accès à leur marché et des subventions

intérieures. Ils demandent aussi que soient exclues des engagements en matière de réduction les politiques rurales et agricoles qui font partie intégrante de leurs programmes nationaux de développement, y compris ceux visant à encourager l'élimination de la production de stupéfiants illicites et le remplacement de celle-ci par d'autres cultures.

11. Les ministres ont reconnu l'ampleur des enjeux, dont surtout le droit des pays agricoles compétitifs d'obtenir un traitement équitable sur les marchés internationaux. Le protectionnisme agricole entrave de plus en plus l'essor économique, le service de la dette et la croissance de l'emploi dans les pays en développement. Il a également pour grave conséquence de forcer les agriculteurs efficaces à adopter des pratiques moins inoffensives pour l'environnement afin de compenser la faiblesse des revenus à l'exportation, au risque de causer des dommages écologiques. En outre, il faudrait reconnaître les mesures de réforme économique et de transition vers une économie de marché prises par un grand nombre de pays en développement ainsi que la transformation des économies de l'Europe centrale et orientale, mesures qui ont été encouragées par les pays industrialisés et qui sont aujourd'hui sérieusement menacées par le manque de débouchés équitables pour les produits des pays concernés.

12. De plus, un échec de l'Uruguay Round risquerait d'entraîner une érosion continue du système commercial multilatéral, la création de blocs commerciaux repliés sur eux-mêmes et l'accroissement du recours à des mesures unilatérales pour acquérir un avantage et forcer ainsi les autres parties à faire des concessions. Par contre, la réussite de l'Uruguay Round renforcerait et élargirait le système multilatéral.

13. En réaffirmant leur volonté de mener bientôt à terme l'Uruguay Round, les ministres se sont dits déterminés à éviter que celui-ci ne soit conclu, en totalité ou en partie, sans accord de fond dans le domaine de l'agriculture.

14. En conclusion, les ministres ont remercié sincèrement le ministre Cabrera et le Gouvernement du Brésil d'avoir pris l'initiative d'organiser la rencontre et d'avoir réservé un excellent accueil aux représentants des pays du Groupe de Cairns.